



UNE EXPOSITION DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

## LA GUERRE DE 14 - 18 ET LES ALPES-MARITIMES



Catalogue de l'exposition

Édition 2013

## Sommaire

I ORIGINES ET PHASES DE LA GUERRE.....	3
1. LES NATIONALISMES ET L'ENGRENAGE DE LA GUERRE.....	3
2. LA BATAILLE DE LA MARNE ET LA COURSE À LA MER (1914).....	4
3. LA GUERRE DE POSITION ET L'EXTENSION DU CONFLIT (1915-1917).....	5
4. LA GUERRE DE MOUVEMENT ET LA VICTOIRE DES ALLIÉS (1918).....	6
II LA BRUTALISATION.....	7
5. VIVRE DANS LES TRANCHÉES.....	7
6. LE COMMUN DE L'HORREUR.....	8
7. L'ENFER DE VERDUN.....	9
8. LES NOUVELLES ARMES MEURTRIÈRES : AVIONS ET SOUS-MARINS.....	10
9. LES NOUVELLES ARMES MEURTRIÈRES : GAZ, ARTILLERIE, CHARS.....	11
10. LA HAINE MUTUELLE.....	12
III LA GUERRE TOTALE.....	13
11. LA MOBILISATION DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS.....	13
12. LES CIVILS DANS LA GUERRE.....	14
13. L'EFFORT FINANCIER : EMPRUNTS ET FISCALITÉ.....	15
14. LA CENSURE ET LA PROPAGANDE PATRIOTIQUE.....	16
15. LA SOLIDARITÉ CIVIQUE.....	17
16. LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE : BLESSÉS ET RÉFUGIÉS.....	18
IV LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE.....	19
17. LE DÉSASTRE HUMAIN.....	19
18. L'ÉCONOMIE DÉSORGANISÉE ET LA PÉNURIE.....	20
19. LA TRANSFORMATION DE L'EUROPE.....	21
20. LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACIFISME.....	22
21. QUELQUES FIGURES DE COMBATTANTS DES ALPES -MARITIMES.....	23
22. LE DEVOIR DE MÉMOIRE.....	24
GLOSSAIRE.....	25
LES ACTEURS DE L'HISTOIRE.....	26

# I ORIGINES ET PHASES DE LA GUERRE

## 1. LES NATIONALISMES ET L'ENGRENAGE DE LA GUERRE

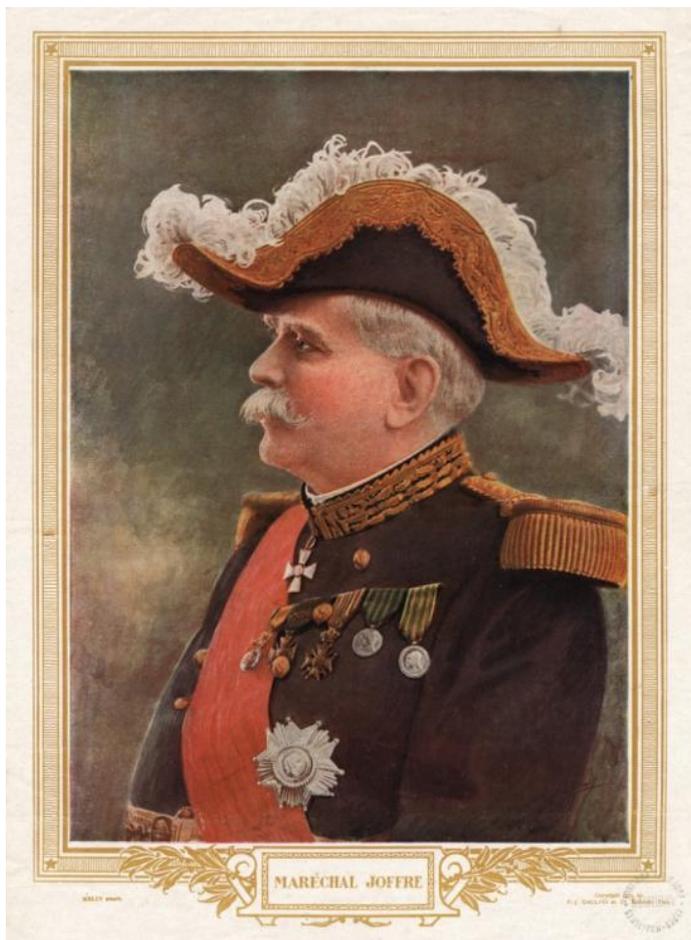
L'Europe, en 1914, est confrontée aux ambitions de l'Allemagne qui entend s'affirmer sur la scène mondiale face aux deux grandes puissances coloniales, la Grande-Bretagne et la France. Dès 1905, l'empereur d'Allemagne Guillaume II conteste la présence de la France au Maroc. Les tensions montent entre les deux pays et l'année suivante, une conférence internationale se tient à Algésiras, au sud de l'Espagne. Elle confirme l'indépendance du Maroc mais la France impose peu à peu son protectorat au sultan. En avril 1911, une armée occupe même les villes impériales de Rabat, Fès et Meknès. L'Allemagne y voit une violation des accords signés à Algésiras cinq ans plus tôt. Elle envoie la canonnière "Panther" vers Agadir pour marquer son territoire et signifier à la France qu'elle n'a pas tous les droits au Maroc. Les gouvernements français et britannique en sont informés le 1<sup>er</sup> juillet 1911. La tension est alors à son comble et un conflit semble imminent. Finalement, l'affaire se résout grâce à la politique d'apaisement du président du Conseil français, Joseph Caillaux. On aboutit ainsi à un traité franco-allemand le 4 novembre 1911. Toutefois, le courant patriotique, convaincu qu'une guerre est inévitable, veut se préserver des menaces extérieures. Dans cet esprit, le gouvernement français fait passer la prolongation du service militaire de deux à trois ans par la loi du 7 août 1913. Le développement du nationalisme en Europe constitue également une réaction aux aspirations internationales qui s'expriment dans le courant socialiste. En France, le nationalisme est lié à la défaite de 1871 face à la Prusse. Cette volonté de revanche est incarnée par Paul Déroulède, fondateur de la Ligue des patriotes, mort à Nice au mois de janvier 1914. L'expansion maritime et commerciale de l'Allemagne inquiète la Grande-Bretagne. Celle-ci s'allie donc à la France et à la Russie. Cette Triple Entente est perçue comme une menace par l'Allemagne. Pour s'en prémunir, elle s'appuie sur l'Empire austro-hongrois et renforce son potentiel militaire, accentuant le danger de guerre. L'attentat du 28 juin 1914, qui coûte la vie à l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie à Sarajevo, déclenche un enchaînement de réactions qui aboutissent rapidement au conflit. L'Allemagne ayant déclaré la guerre à la Russie, soutien de la Serbie menacée par l'Autriche-Hongrie, la France mobilise le 2 août. L'Allemagne réplique à son tour en déclarant la guerre à la France.



Militaire à Grasse en tenue couleur garance, 1913. Photo Luce, 60 Fi 9293

- 1.1 Statue de Paul Déroulède, Square Alsace-Lorraine, Nice
- 1.2 Chanson nationaliste "*Le Clairon*", textes de Paul Déroulède, 1875, 94 J 2
- 1.3 La canonnière Panther à Agadir, *Le Petit Niçois*, 4 juillet 1911
- 1.4 Le partage du Maroc en 1912 après le traité de 1911
- 1.5 L'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand, *L'Éclaireur de Nice*, 20 juin 1914
- 1.6 Affiche de la mobilisation générale en France, 1er août 1914, 6 Aff 209
- 1.7 Carte des pays belligérants en Europe en 1914,
- 1.8 Militaire à Grasse en tenue couleur garance, 1913. Photo Luce, 60 Fi 9293

## 2. LA BATAILLE DE LA MARNE ET LA COURSE À LA MER (1914)



Portrait du Maréchal Joffre

L'armée allemande compte vaincre rapidement la France et reporter ses forces contre la Russie avant l'hiver. Cette volonté d'emporter la décision contre les forces principales correspond à la doctrine stratégique de l'époque. L'échec de ce plan donne au conflit une violence démesurée. Les armées allemandes s'ébranlent selon un mouvement enveloppant par la Belgique tandis que la stratégie offensive française échoue en Lorraine. Le repli général est décidé pour renforcer les positions et s'effectue d'une façon remarquable. L'armée allemande atteint la Marne mais elle dégarnit son flanc ouest permettant à Joffre de lancer la contre-offensive le 5 septembre. Les Allemands sont contraints à la retraite générale le 10. Le « miracle » de la Marne sort la France d'une situation périlleuse.

Les armées tentent de se déborder mais elles sont impuissantes à percer les lignes ennemies. Une course de vitesse s'engage entre les troupes allemandes et franco-britanniques pour atteindre la mer du Nord et prendre à revers l'adversaire. Malgré de durs combats, des collines de Picardie aux plaines d'Artois et aux canaux de Flandres, les belligérants ne peuvent forcer la décision, ils figent leurs positions, creusent des tranchées et s'enterrent.

- 2.1 L'Allemagne nous déclare la guerre, *Le Petit Niçois*, 3 août 1914
- 2.2 Portrait du Maréchal Joffre, 1919. *5 Fi 26*
- 2.3 Les opérations militaires (août-septembre 1914)
- 2.4 La bataille de la Marne (septembre 1914)
- 2.5 L'avancée allemande arrêtée, *Le Petit Niçois*, 7 septembre 1914
- 2.6 La course à la mer et la bataille des Flandres (15 septembre-15 novembre 1914)

### 3. LA GUERRE DE POSITION ET L'EXTENSION DU CONFLIT (1915-1917)

À partir de 1915 toutes les opérations se heurtent à des obstacles insurmontables. L'enseignement militaire n'a préparé ni les esprits, ni les moyens matériels appropriés à une guerre des tranchées dont les procédés sont connus dans l'attaque de forteresses mais jamais l'application de ces méthodes ne s'est faite à des fronts longs de centaines de kilomètres. La difficulté réside surtout dans l'élasticité de la ligne à percer. Les tranchées, protégées dans leur partie supérieure par des sacs de terre, ne sont jamais rectilignes pour éviter le tir d'enfilade des mitrailleuses. Des boyaux, généralement sinueux pour les mêmes raisons, les relient entre elles et l'arrière et permettent l'arrivée des corvées de ravitaillement, l'évacuation des blessés ainsi que le départ des troupes.

Tandis que les fronts s'immobilisent, la diplomatie étend la guerre de proche en proche. La Turquie, dès la fin 1914, se range aux côtés de l'Allemagne et la tentative franco-britannique, qui échoue aux Dardanelles, laisse la Russie isolée. En mai 1915, l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Autriche ouvre un nouveau front, mais l'armée italienne n'obtient aucun résultat notable.

En mars 1917, les sous-marins allemands coulent deux navires américains. Les États-Unis déclarent la guerre le 2 avril, celle-ci prend un caractère non plus européen mais mondial. L'équilibre des forces est brisé mais l'armée américaine ne peut être opérationnelle avant le printemps 1918. En Russie, la révolution bolchevique entraîne la cessation des combats à la fin 1917.



Caricature relative à l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Autriche en mai 1915, *Le Niçard*

3.1 Les espaces de la Première Guerre mondiale

3.2 Le front oriental (1915-1917)

3.3 Portrait du général Nivelle, *L'Illustration*, 22 juillet 1916

3.4 Positionnement d'une batterie au moulin de Laffaux, 1917. *61 Fi*

3.5 Caricature relative à l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Autriche en mai 1915, *Le Niçard*

3.6 « L'heure des États-Unis va sonner », *Le Petit Niçois*, 4 avril 1917

3.7 L'arrivée en France du général Pershing, *L'Illustration*, 16 juin 1917

3.8 Soldats américains à Nice, 1<sup>er</sup> janvier 1919, *45 Fi 15*

# 4. LA GUERRE DE MOUVEMENT ET LA VICTOIRE DES ALLIÉS (1918)

Le 21 mars 1918, l'armée allemande tente de reprendre l'offensive, en profitant de l'apport de nouvelles troupes provenant de la disparition du front Est, grâce à une paix séparée entre la Russie bolchevique et l'Allemagne en mars 1918 (traité de Brest-Litovsk). La situation est rapidement critique pour les troupes franco-britanniques. Pour faire face, les alliés confient le commandement unique à Foch qui fixe comme objectif de défendre à tout prix Amiens. Les réserves françaises affluent et les Allemands sont contenus. Mais l'effort du maréchal Ludendorff se reporte au centre entre Reims et l'Oise. Le front français cède et les Allemands atteignent la Marne le 31 mai. Pourtant, une nouvelle fois, après des succès initiaux spectaculaires, l'offensive allemande s'enlise. Foch, qui a reconstitué des réserves et qui utilise au mieux l'aide américaine en hommes (un million) et en moyens, déclenche la contre-offensive magistrale le 18 juillet. Le succès est total, le 4 août l'Aisne est atteinte et Foch est fait maréchal de France. À la fin du mois d'août, l'armée allemande a dû se retirer sur la ligne Siegfried mais les alliés ne lui laissent aucun répit. Cambrai et Lille sont libérées. L'effort se poursuit sur tout le front. Les pays qui se sont rangés dans le camp allemand capitulent les uns après les autres. L'Autriche-Hongrie, menacée par l'avance foudroyante de l'armée d'Orient commandée par le général Franchet d'Esperey, demande l'armistice le 30 octobre. L'Allemagne capitule le 11 novembre.



L'Éclairer de Nice, 31 mars 1918

- 4.1 Portrait de Foch, 1919. 5 Fi 27
- 4.2 Article de L'Éclairer de Nice du 31 mars 1918 sur la nomination de Foch à la tête des forces alliées
- 4.3 « La retraite allemande », L'Éclairer de Nice, 21 juillet 1918
- 4.4 Les opérations militaires en 1918
- 4.5 Clemenceau à la tribune de la Chambre des députés le 11 novembre 1918, L'Illustration
- 4.6 Discours de Clemenceau, Le Petit Niçois, 12 novembre 1918
- 4.7 « L'armistice », Le Petit Niçois, 12 novembre 1918

## II LA BRUTALISATION

### 5. VIVRE DANS LES TRANCHÉES

La guerre des mines est un des aspects terrifiants de la guerre des tranchées. Au fusil, on adapte un viseur télémétrique ; les commandants de compagnies disposent de périscopes. On se sert de grenades de plus en plus perfectionnées puis de fusils à grenades. Le canon de 75, largement utilisé au début de la guerre, est d'une remarquable efficacité mais ne peut rivaliser avec les canons ennemis. À ces armes s'ajoutent les gaz asphyxiants et lacrymogènes, dont les Allemands prennent l'initiative en avril 1915. Les guetteurs utilisent volontiers des animaux. La souris en mourant avertit d'une attaque par les gaz. Le chien détecte l'arrivée de patrouilles ennemies ; ce dernier se révèle par ailleurs un excellent agent de liaison, comme l'est également le pigeon voyageur. En effet, lorsque les lignes téléphoniques sont arrachées les communications se font difficilement avec les postes de commandement, au péril de la vie des agents de liaison.

Les risques de blessures et de mutilations, aussi terribles soient-ils, ne sont pas les uniques responsables de la démoralisation du poilu : celle-ci est notamment causée par la prolifération des poux et des rats, occasionnée par des conditions d'hygiène déplorables auxquelles il faut ajouter les terribles fléaux que sont le froid et la boue. Tout ce qui peut occuper l'esprit constamment tendu est très apprécié sur le front : ainsi cinéma et music-hall ambulants se relaient pour distraire les poilus. Les journaux se multiplient à l'arrière du front. A cet endroit et parfois même dans les tranchées, on trouve des ateliers où sont fabriqués les objets les plus divers : les débris d'obus fournissent l'aluminium ou le cuivre qui servent à de multiples réalisations. Malgré tout, les correspondances des poilus à leurs familles témoignent de conditions de vie épouvantables qui influent lourdement sur leur moral. Plus grave, les combattants finissent par avoir l'impression d'être sacrifiés pour rien et en 1917, du 20 mai au 10 juin, se multiplient les mutineries, expression de la lassitude physique et morale des soldats. Pétain y met fin en stoppant les offensives inutiles et en mêlant habilement répression et amélioration apportée à la vie du soldat.



« Les engins des tranchées », *L'Illustration*, 21 août 1915

5.1 « Les engins des tranchées », *L'Illustration*, 21 août 1915

5.2 « La soupe en première ligne », collection Millet

5.3 « Les rats dans les tranchées », *L'Illustration*, 5 février 1916

5.4 Extrait des Mémoires de guerre, Lucien Petitcolin, 1956. *Br 9943*

5.5 Georges Lebret dans une tranchée et fiche d'évacuation après blessure, 24 mai 1915. *I J 819*

5.6 Partie de cartes dans l'attente d'une attaque, s.d. *61 Fi*

5.7 Tranchée enneigée, s. d. *61 Fi*

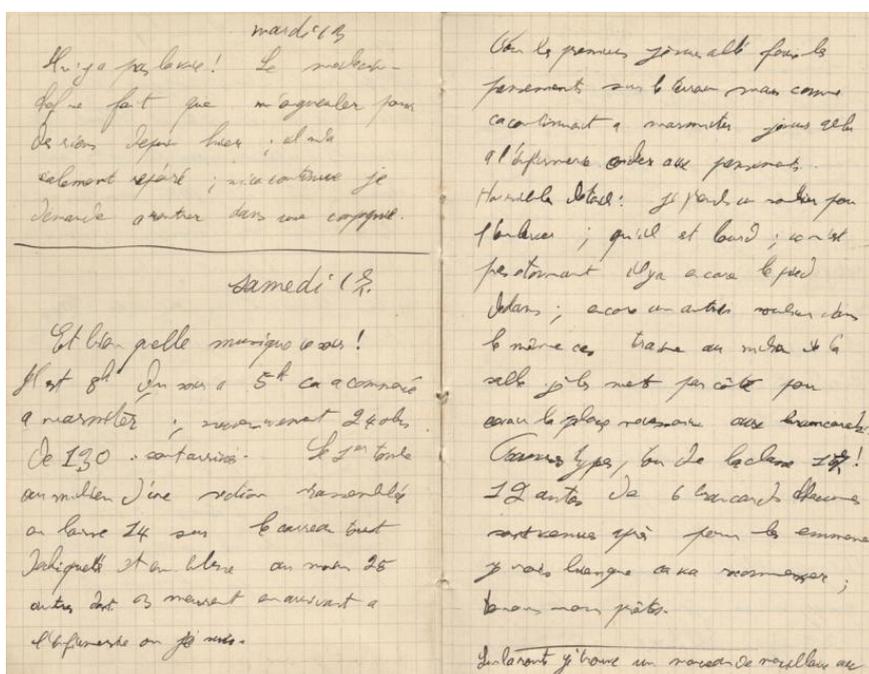
5.8 Soldats allemands se rendant, 1917. *61 Fi*

5.9 Témoignage d'Antoine Rigault, 190 *J 4*

## 6. LE COMMUN DE L'HORREUR

Les États engagés ont les capacités de mobiliser des armées de masse. En effet, les belligérants mobilisent plus de 40 millions de soldats. La radicalisation de la guerre est au cœur de l'expérience des combattants de toutes les armées engagées dans le conflit. Le niveau des pertes est impressionnant : 8,5 millions de tués et de disparus. Les journées de combats sont très longues et se soldent par des pertes très lourdes : 27 000 morts français le 22 août 1914, 20 000 morts britanniques le 1<sup>er</sup> juillet 1916 lors des offensives de Sarrebourg et de Morhange. En ramenant le nombre total de morts au combat à un décompte journalier, 900 Français meurent chaque jour, 1 300 Allemands, 1 459 Russes.

Le développement de la puissance de feu disponible permet la mise en œuvre d'une violence conduisant à la mort de masse d'hommes vivant en population dense. Les conditions de l'exposition aux armes sont modifiées : 70 à 80 % des blessures répertoriées par les services de santé sont imputables à l'artillerie, également responsable du grand nombre de disparus, c'est de loin l'expérience la plus traumatisante. Cela est dû à l'allongement des phases de préparation d'artillerie, à l'augmentation du nombre de pièces concentrées dans les secteurs d'assaut, à la production exponentielle de munitions. Face à ce déferlement les moyens de protections sont presque totalement inefficaces. L'ampleur du sacrifice humain apparaît cependant justifiée car chacun est persuadé que cette guerre est légitime.



Extrait du carnet de route de Paul Bastien, 23 mai 1916, I J 414

- 6.1 Combattants sur le front aux Éperges, 1915. 61 Fi
- 6.2 Cadavre de soldat, 61 Fi
- 6.3 Prisonnier retrouvé parmi les morts à Éperges, s.d. 61 Fi
- 6.4 Canon de 155 en action, 1915. 61 Fi
- 6.5 Extrait du carnet de route de Paul Bastien, 23 mai 1916, I J 414
- 6.6 Lettre du caporal Bernier
- 6.7 Les dégâts matériels de la guerre, 19 mars 1917. 61 Fi
- 6.8 Fanions allemands dans un village ravagé, 61 Fi
- 6.9 Explosion d'un fourneau à mines dans les Vosges, 61 Fi
- 6.10 Soldats tués dans une tranchée après la prise de Courcelles, 1918. 61 Fi

# 7. L'ENFER DE VERDUN

La "stratégie d'épuisement" est le trait dominant de l'année 1916. Les Allemands espèrent porter un coup décisif par une attaque sur une zone limitée avec une énorme puissance de feu. Verdun est choisi parce que le front français forme, autour de cette place fortifiée, un saillant qui peut être attaqué sur les deux flancs. Plus de 1 200 canons sont concentrés sur onze kilomètres de front. Du côté français la défense de Verdun est réorganisée par le général Joffre. L'enfer commence le 21 février avec un déluge d'obus. Les combats sont acharnés. Le 24 février, Joffre ordonne de se maintenir coûte que coûte sur la rive droite de la Meuse. Le 25 février, le général Pétain devient commandant de l'ensemble de la région fortifiée de Verdun, sa II<sup>e</sup> armée tenue en réserve est alors engagée. Pour ravitailler en nourriture et en munitions les combattants, on aménage la route départementale Bar-le-Duc-Verdun, que Maurice Barrès appellera "la Voie sacrée". Une noria continue de camions emprunte nuit et jour ce fin cordon ombilical qui relie Verdun à l'arrière transportant sur cette route 23 000 tonnes de matériel et 200 000 hommes. Le 6 mars la lutte reprend, à l'ouest de la Meuse. Le carnage continue pendant tout le printemps. Le 2 juin débute l'attaque du fort de Vaux. Les hommes supportent les bombardements, les gaz, la faim et surtout la soif. Malgré les contre-attaques de Nivelle, le 7 juin a lieu la reddition des quelques survivants auxquels le Kronprinz accorde les honneurs militaires. Tout le mois de juin se déroule une série d'attaques et de contre-attaques ; des villages sont pratiquement rasés. Fin octobre, après une effroyable préparation d'artillerie, les troupes françaises reprennent les positions perdues : Douaumont le 24 octobre, Vaux le 2 novembre. Verdun, où 256 bataillons passent sur un peu plus de 330 bataillons d'infanterie, est une grande épreuve nationale, un sacrifice jamais vu, jamais imaginé : environ 700 000 victimes françaises et allemandes.

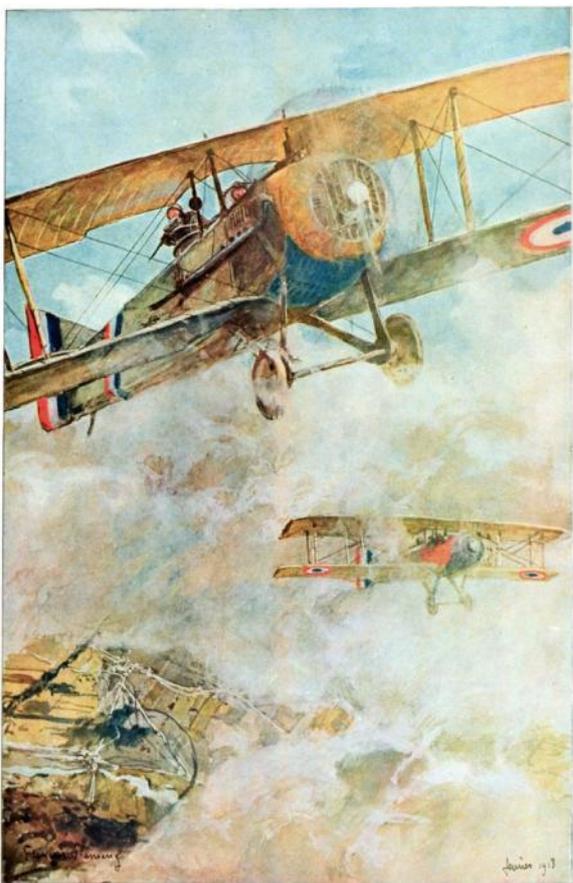


« La victoire de Verdun », *L'Éclairneur de Nice*, 27 octobre 1916

- 7.1 Carte de la bataille de Verdun
- 7.2 Chronologie de la bataille de Verdun, février-décembre 1916
- 7.3 Lignes de tranchées à Verdun, 1916. *61 Fi*
- 7.4 La cote 304, 1916. *61 Fi*
- 7.5 Témoignage de Paul Bastien sur les combats du front de Verdun, 17 juillet 1916, *1 J 414*
- 7.6 Pétain dans son poste de commandement à l'automne 1915, 25 mars 1916
- 7.7 Tombes de soldats allemands, 1916. *61 Fi*
- 7.8 « La victoire de Verdun », *L'Éclairneur de Nice*, 27 octobre 1916
- 7.9 La Voie sacrée

## 8. LES NOUVELLES ARMES MEURTRIÈRES : AVIONS ET SOUS-MARINS

L'ARMÉE DE L'AIR



Spads en patrouille

CROQUIS DE GUERRE par FRANÇOIS FLAMENG

Avions Spads en patrouille, croquis de guerre par François Flameng, février 1918, 3Fi 06774

La Première guerre mondiale favorise le développement de l'aviation qui s'impose comme une arme majeure à partir de 1916. Au début du conflit, l'aviation participe à la recherche des renseignements mais dès le mois de septembre 1914, le premier groupe de bombardement est créé. L'aviation de chasse constitue la réplique à celle de reconnaissance et d'observation. La première grande bataille aérienne de l'histoire se déroule à Verdun où les Allemands engagent 180 avions s'assurant la maîtrise de l'air le 21 février. Devant la menace le commandement français forme quinze escadrilles de combat en faisant appel à tous les as de l'aviation : Guynemer, Navarre, Nungesser qui multiplient les exploits. Après la mort de Guynemer le 11 septembre 1917 dans les Flandres, la chasse n'est plus engagée qu'en patrouilles organisées. À la fin de 1917 l'aviation s'intègre réellement aux combats pour devenir une composante essentielle des forces au même titre que l'artillerie ou les blindés.

À l'exception de la Baltique les alliés disposent de la maîtrise générale des mers. En revanche, comme les Anglais en mer du Nord, les Français font connaissance avec la menace sous-marine. Le "Léon Gambetta" torpillé le 27 avril 1915 au large de l'Albanie disparaît avec les trois quarts de son équipage. Après l'échec des Dardanelles, les escadres s'enlisent dans l'inaction encore renforcée par la menace sous-marine qui ne cesse de s'aggraver. Les Allemands déclenchent le blocus par sous-

marins des ports anglais. Le torpillage du "Lusitania" le 7 mai 1915 avec 1 178 passagers à bord crée une émotion considérable dans l'opinion mondiale. En janvier 1917, le Kaiser ordonne la guerre sous-marine sans restriction. En mars 1917, les sous-marins allemands coulent deux navires américains. Les États-Unis déclarent la guerre le 2 avril, ce qui rétablit la situation navale au détriment de l'Allemagne.

8.1 Sous-marin Curie, *L'Illustration*, 13 février 1915

8.2 Affiche « Les réalités de la guerre sur mer », collection Millet

8.3 « Le Lusitania est coulé », *L'Éclaireur de Nice*, 8 mai 1915

8.4 Un exploit de Roland-Garros, *L'Illustration*, 17 avril 1915

8.5 Avions Spads en patrouille, croquis de guerre par François Flameng, février 1918, 3 Fi 6774

8.6 Bombardement de nuit par un Voisin

8.7 Avion de chasse à hélice prêt à décoller, s.d. 61 Fi

## 9. LES NOUVELLES ARMES MEURTRIÈRES : GAZ, ARTILLERIE, CHARS

L'artillerie d'accompagnement et de tranchées est une nouveauté de la Première Guerre mondiale. En même temps qu'on augmente la puissance de feu de l'infanterie, on la dote en 1916 d'un canon d'accompagnement de 37 mm pour se débarrasser des nids de mitrailleuses dans la marche en avant. L'infanterie reçoit en outre un peu plus tard des mortiers. L'artillerie de campagne dispose au début de la guerre de canons de 75 à recul sur affût qui offrent la possibilité de tir indirect. L'artillerie lourde comporte des canons de 120 court et de 155 court. Les derniers progrès sont la création d'affûts automoteurs à chenilles pour les canons de 220 et 280 de marine. La puissance de feu est de plus en plus considérable avec des 400 sur voie ferrée. Au début de 1918 les Allemands disposent de 20 000 canons de tous calibres (contre 16 000 environ pour les alliés). Lors de leur offensive de mars 1918 les Allemands



LE CAMOUFLAGE DE L'ARTILLERIE LOURDE A GRANDE PUISSANCE

Le camouflage de l'artillerie lourde, *L'Illustration*, 1<sup>er</sup> juin 1918

mettent en œuvre un nouveau canon à longue portée, la Bertha. Les pièces, en batterie à 120 kilomètres de Paris, effectuent de nombreux tirs sur la capitale. L'intérieur de certains obus est rempli de gaz « moutarde », asphyxiants et lacrymogènes, armes redoutables dont les Allemands prennent l'initiative, en avril 1915. La fixation du front a mis fin au rôle militaire de la cavalerie. Avec les premières automitrailleuses, on a vite cherché à utiliser le moteur pour avoir des engins rapides d'intervention. Mais les tranchées posent la question sous une autre forme. Inexistants en 1914, les chars sont la grande révélation de la Première Guerre mondiale. Le char Schneider pèse quatorze tonnes et est armé d'un canon de 75 et de deux mitrailleuses. Le char anglais dissimulé sous le nom de "tank" (réservoir) est monté sur chenilles ce qui facilite sa marche dans les terrains bouleversés. En mars 1917, Renault construit un char léger, atteignant la vitesse de 7,5 kilomètres à l'heure et pouvant escalader des pentes de plus de 45°. C'est au printemps de 1917 que se déroulent les premiers engagements de chars et au mois de juillet 1918 la grande offensive se caractérise par leur emploi systématique. Ainsi, la X<sup>e</sup> armée entre l'Aisne et l'Ourcq dispose de 450 chars. Ce prodigieux développement explique la mobilité supérieure de l'armée française en 1918 par rapport à l'armée allemande.

9.1 Équipements de soldats au combat, 1916, Images d'Épinal

9.2 Article sur le bombardement de Paris par la « Grosse Bertha », *L'Éclaireur de Nice*, 28 mai 1918

9.3 Le camouflage de l'artillerie lourde, *L'Illustration*, 1<sup>er</sup> juin 1918

9.4 « Premières protections contre les gaz », *L'Illustration*, 12 juin 1915

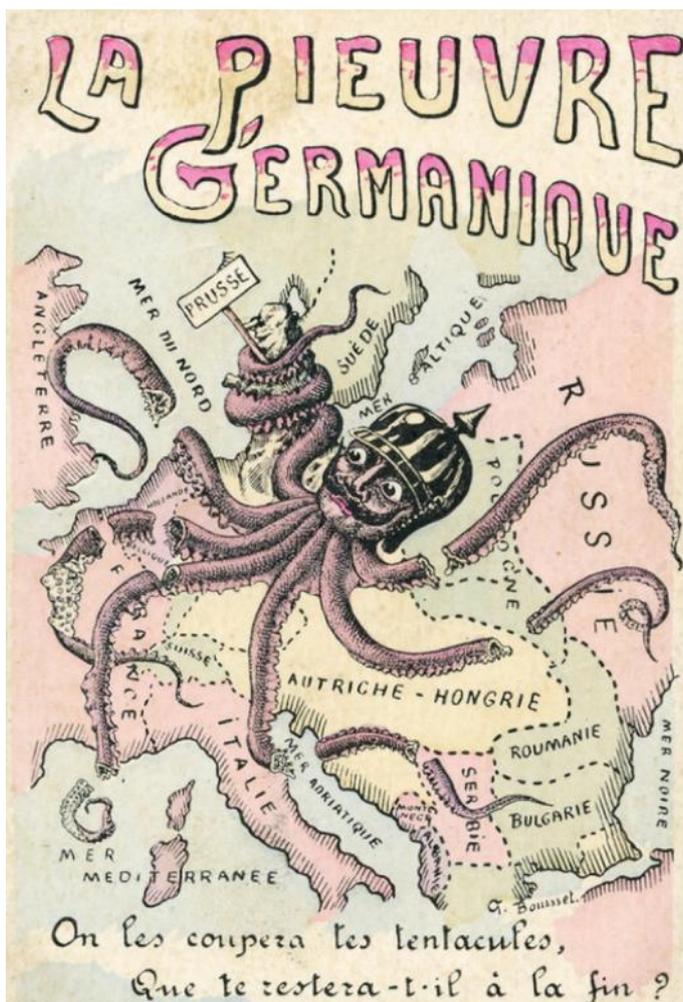
9.5 Sapeurs téléphonistes équipés de masques à gaz, *L'Illustration*, 18 mai 1918

9.6 Un groupe d'artillerie d'assaut, *L'Illustration*, 19 mai 1917

9.7 Descriptif de chars : le Saint-Chamond, le Schneider CA, le char léger Renault F.T./M., 1917

9.8 Militaires devant un char cuirassé, *L'Illustration*, 19 mai 1917

## 10. LA HAINE MUTUELLE



La pieuvre germanique, carte postale de 1917

Pour sceller l'unité nationale, stimuler le patriotisme et accentuer la haine de l'Allemagne, une intense propagande se développe notamment par l'utilisation de la caricature sur le thème de la barbarie allemande. Comme en 1870, à partir d'août 1914, la diffusion de nombreuses et diverses représentations des exactions (viols de femmes, massacres d'otages, pillages et destructions de villages) commises par les troupes allemandes un peu partout notamment en Belgique, dans le nord et l'est de la France, mais aussi en Russie et en Serbie provoque une hostilité durable envers l'ennemi héréditaire. Bien sûr la propagande française exagère et déforme les faits mais il n'en demeure pas moins que cette hostilité très forte renforce la cohésion nationale et devient même une des raisons fondamentales de l'acceptation de l'investissement sans limite dans le conflit. Présentées comme des preuves accablantes, toutes ces images de crimes odieux, froidement exécutés, contribuent à légitimer la violence de guerre : celle-ci devient nécessaire pour défendre la civilisation et anéantir la « barbarie adverse ». En fait, tous les moyens sont bons pour dénigrer « l'Autre » : on fait même appel à la science pour prouver que les Allemands sont des dégénérés qui menacent dangereusement l'humanité. La germanophobie ambiante se manifeste également

par une multitude de caricatures où l'ennemi est toujours grossièrement figuré ou bien encore

dans les récits des écoliers réfugiés dans le département dans lesquels transparaissent les discours propagandistes des adultes.

10.1 Leur façon de faire la guerre, *L'Illustration*, 29 août 1914

10.2 Récit de Madeleine Hédin, écolière réfugiée à Nice, 1915

10.3 Gravures du peintre Domergue inspirées par une propagande haineuse contre l'Allemagne, 1915

10.4 La pieuvre germanique, carte postale de 1917

10.5 Cartes postales de propagande allemande

10.6 La chasse aux Arméniens dans les rues de Trébizonde, *L'Illustration*, 29 juillet 1916

# III LA GUERRE TOTALE

## 11. LA MOBILISATION DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS

L'enlèvement de la guerre exige un armement considérable. Les capacités de production des arsenaux étant insuffisantes, l'industrie civile est mobilisée par l'État pour répondre à la demande. Cela impose non seulement de retirer du front des travailleurs spécialisés, qualifiés d'affectés spéciaux, mais aussi de faire appel à des travailleurs étrangers et à une main d'œuvre féminine. Ces mesures se traduisent par une progression considérable des fournitures d'armement. Aussi la fabrication des obus de 75 passe de 4 000 par jour en octobre 1914 à 151 000 par jour en juin 1916. L'industrie chimique connaît un spectaculaire essor lié à la production des poudres, des explosifs et des gaz asphyxiants.

Dans les Alpes-Maritimes, dès 1916, 73 entreprises travaillent pour la défense nationale dont 41 à Nice, 7 à Cannes et 3 à Grasse. Alphonse frères et Mars faisaient des essieux de canon de 75, Balestra et Piano des caisses à munitions, Boetto, Roncatti, Tabucchi et Tombarel du dégrossissage d'obus de 75, Germain et Campyris des fusées 24/31 pour 75, Giordan père et fils des lance-bombes et des obus ; à Cannes, Repetto et Ferrando fabriquaient des obus de 75 et, à Grasse, le parfumeur Lautier traitait des benzols et fabriquait de l'alcool benzolique pour l'aéronautique militaire. Dans le secteur de Plan-du-Var, sur la commune de Bonson, la Compagnie générale d'électrochimie de Bozel traitait le carbure de calcium et, au hameau de Baus Roux, Chiris et Jeancart installèrent une usine de chlore. La maison Lautier avait des alambics avec colonne de rectification mis au point pour obtenir de la benzine et du toluène à partir de benzols. D'autres industriels, tels la Compagnie des Tramways de Nice et du Littoral, participent également à cet effort de guerre. La réquisition ferroviaire entraîne, à partir d'octobre 1917, l'utilisation presque exclusive du réseau P.L.M. Marseille-Vintimille pour les besoins militaires.



**Demande de pétrole par la parfumerie Mühlethaler, 19 mars 1917.  
10 R 2**

11.1 Plan des usines Chiris à Plan-du-Var

11.2 Usines des Alpes-Maritimes travaillant pour la Défense Nationale, 1915. 2 R 10

11.3 Certificat de classement des marchandises, 1917. 10 R 25

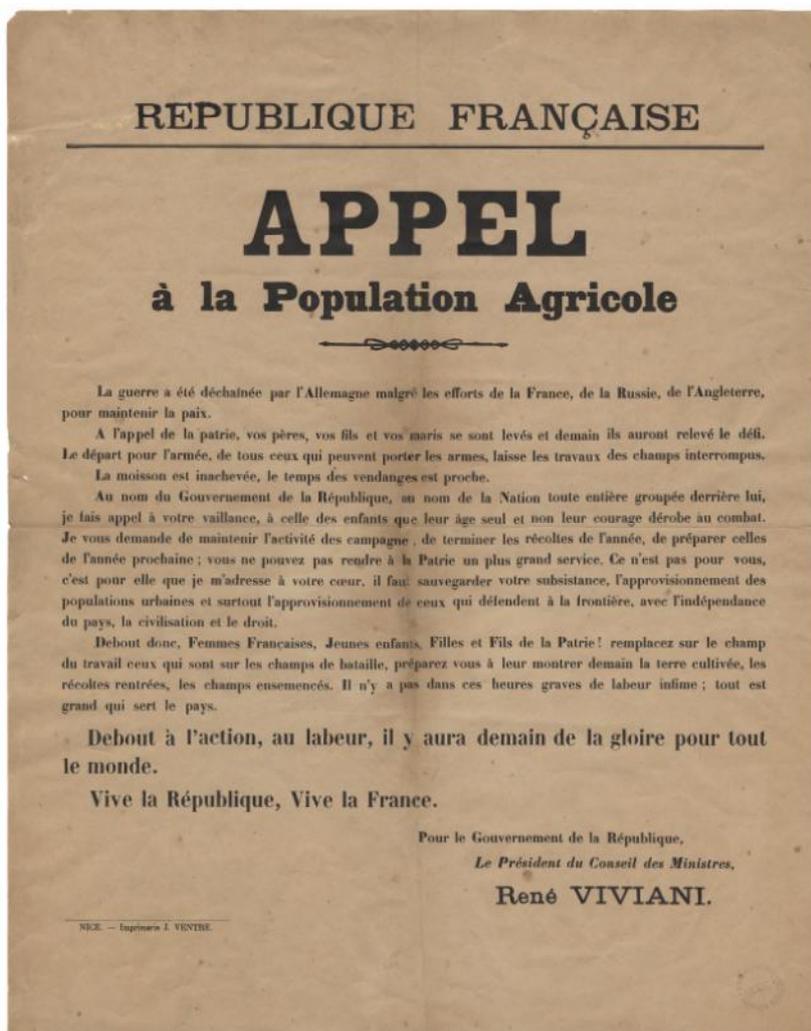
11.4 Offre de services de la société de transports Sazias au Préfet, 1917. 10 R 225

11.5 Lettre de la Compagnie générale des pétroles à un parfumeur de Grasse, 1917. 10 R 2

11.6 Demande de pétrole par la parfumerie Mühlethaler, 19 mars 1917. 10 R 2

11.7 Reportage photographique à l'usine de fabrication d'obus du Creusot, *L'Illustration*, 26 juin 1915

## 12. LES CIVILS DANS LA GUERRE



Affiche du gouvernement : « Appel à la population agricole », 10 août 1914, 6AFF 217

Les civils sont à la fois les soutiens indispensables et les victimes d'une guerre d'usure qui s'enlise. Leurs situations et leurs comportements vont de la misère sociale à l'enrichissement scandaleux, de l'indifférence à l'engagement désintéressé. Si les hommes au combat sont les sacrifiés de la Nation, ceux de l'arrière sont souvent perçus comme des privilégiés ou des planqués tandis que les femmes et les enfants subissent l'absence des chefs de famille.

Le manque de main d'œuvre agricole pose un problème car de nombreux agriculteurs sont mobilisés. Pour les remplacer on fait appel aux femmes et aux enfants. Cela permet d'ensemencer des superficies presque identiques et de rentrer les récoltes dans des conditions assez satisfaisantes. Toutefois, le problème récurrent est celui de la sous-production : déjà très pauvre naturellement dans une zone de montagne aride, l'agriculture traditionnelle des Alpes-Maritimes est en déclin depuis plusieurs décennies lorsque la guerre éclate. La pomme de terre et les cultures maraîchères remplacent l'horticulture qui, en

1918, ne réalise plus qu'un tiers de sa production d'Avant-guerre, alors en plein essor. Des initiatives sont prises pour créer des jardins scolaires familiaux et militaires. De même, pour remplacer la main d'œuvre masculine dans l'industrie, les industriels doivent, bien que réticents, employer des femmes, attirées par des gains leur permettant de vivre dans de meilleures conditions, et qui découvrent à cette occasion « l'usine ». Les pouvoirs publics organisent en conséquence des garderies pour accueillir les enfants de ces dernières.

12.1 Affiche du gouvernement : « Appel à la population agricole », 10 août 1914, 6 Aff 217

12.2 Affiche du ministère de l'agriculture invitant à la récolte des marrons d'Inde, 6 Aff 2360

12.3 Une travailleuse dans une usine de guerre, *L'Illustration*, 22 avril 1916

12.4 Lettre du maire de Nice sur l'organisation de garderies pour les enfants des femmes travaillant dans les usines, 23 avril 1917, 10 R 3

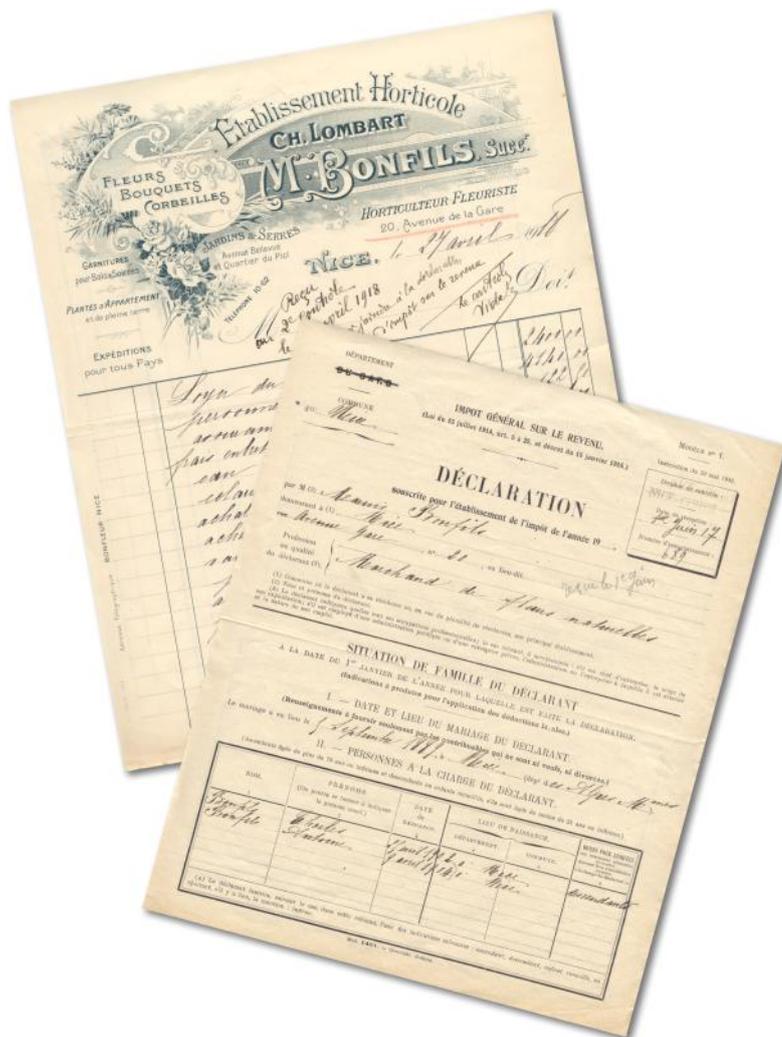
12.5 Statuts de l'office départemental d'activité féminine, 17 octobre 1917. 10 R 210

12.6 Photo des participants aux jardins familiaux de la section Frémont à Carras, 1916. 10 R 27

12.7 Affiche "Semez des pommes de terre"

## 13. L'EFFORT FINANCIER : EMPRUNTS ET FISCALITÉ

Pour financer les énormes dépenses de guerre, tous les moyens sont employés : impôts, bons de la Défense nationale, emprunts. Le système de l'impôt sur le revenu est adopté par le parlement en juillet 1914 et appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1916. Le montant global des impôts s'accroît surtout par les impôts indirects, passant de 1,235 milliard de francs d'août à décembre 1914 à 5,9 milliards de francs en 1917. Faisant appel à l'épargne des Français, le gouvernement crée des bons de la défense nationale. Ces derniers, émis en septembre 1914, reçoivent une très large publicité ; remboursables à 3 mois, 6 mois et un an, ils portent intérêt à 5 % payables d'avance (par la suite l'intérêt fut réduit pour les bons à court terme). Ils sont au porteur et leur succès est assuré lorsque la Banque de France accepte d'escompter les bons à échéance de moins de trois mois. Pour les particuliers qui ont de l'argent disponible, les bons de la défense nationale représentent à la fois l'occasion de prouver leur patriotisme et de faire un placement avantageux. Des émissions sont faites pendant toute la guerre et leur montant dépasse largement les remboursements. Enfin, le gouvernement a également recours à l'emprunt perpétuel. Le premier grand emprunt de la guerre est lancé le 16 novembre 1915, avec des conditions très favorables à l'emprunteur : intérêt de 5,73 %, exemption de l'impôt sur les valeurs mobilières, possibilité de souscrire avec des titres des anciens emprunts ou des bons de la défense nationale. Ces conditions assurent le succès de l'emprunt suivi de trois autres en 1916, 1917 et en octobre-novembre 1918 (ce dernier fut appelé l'emprunt de la Victoire). Au total les recettes se montent à 201 milliards pour la période de 1914 à 1919 pour 223 milliards de dépenses de l'État.



**Déclaration d'impôt sur le revenu de l'établissement horticole Lombart & Bonfils**

13.1 Certificat de versement de 250 francs en or en échange de billets de banque, 20 juillet 1915, 8 J 391

13.2 Affiche « Pour la France versez votre or », 1915

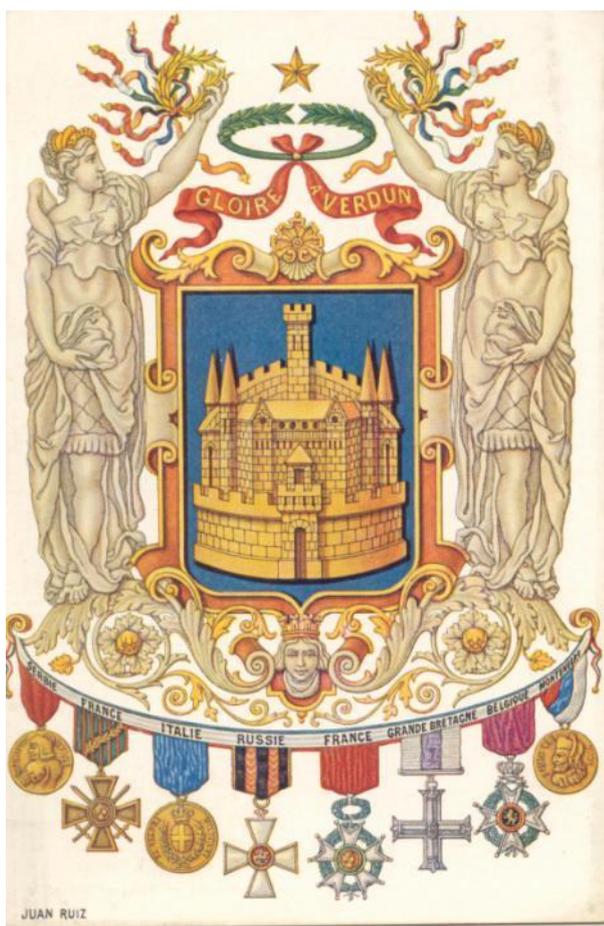
13.3 Affiche de l'emprunt pour la reconstruction des régions dévastées, par Lelong, 1920. 6 Fi 1813

13.4 Affiche « On les aura », 1916. 3 Fi 7454

13.5 « 4<sup>e</sup> emprunt de la Défense nationale », affiche d'Abel Faivre. 3 Fi 7438

13.6 Déclaration d'impôt sur le revenu de l'établissement horticole Lombart & Bonfils

## 14. LA CENSURE ET LA PROPAGANDE PATRIOTIQUE



Gloire à Verdun, carte postale de propagande, 94 J 52

Durant toute la guerre, les populations civiles de l'arrière reçoivent une information sur le front par des dépêches officielles du gouvernement placardées sur les murs des mairies ou lues en place publique. Par ailleurs, les militaires sur le front écrivent très régulièrement à leur famille et à leurs amis pour leur donner des nouvelles, très édulcorées, de leur vie au combat, utilisant à cet effet les cartes de correspondance militaire mises à leur disposition. Dès le début de la guerre, la presse participe sans réserve à la propagande patriotique en retraçant les faits d'armes des militaires morts au combat ou en publiant les communiqués officiels, qui contiennent parfois des informations erronées. La censure est rétablie ; la législation sur l'état de siège donne à l'autorité militaire le pouvoir d'interdire les publications qu'elle juge de nature à provoquer le désordre, favoriser l'ennemi ou exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations. La guerre psychologique est également pratiquée notamment par l'envoi de tracts visant à démoraliser les soldats ennemis.

L'administration entend maintenir un lien puissant entre la Nation et l'armée. La glorification des morts donne lieu à d'imposants cortèges de plusieurs milliers de personnes suivant les chars funèbres comme lors des funérailles du conseiller municipal de Nice, Adolphe Trachel, le 19 janvier 1915. C'est aussi l'occasion de prononcer des discours vantant l'exemplarité des combattants et des mères éplorées.

La propagande associe également les enfants par l'école. Cette dernière est mise à contribution pour leur inculquer l'idée d'une guerre juste destinée à assurer la liberté du monde contre l'impérialisme allemand et prouver la supériorité des valeurs républicaines sur les régimes autoritaires incarnés par l'empire allemand. L'Église contribue elle aussi à l'élan patriotique en donnant une caution religieuse à l'engagement militaire français. À Nice, oubliant les anciennes querelles, le clergé s'implique avec constance pour prêcher l'union et la ferveur patriotique lors de nombreuses cérémonies « consacrées à la gloire de la France ou pieusement célébrées en l'honneur des héros tombés pour elle sur les champs de bataille ».

14.1 Cartes postales de propagande, 94 J 52

14.2 Prière pour nos soldats, 1 J 819

14.3 Gloire à sainte Jeanne d'Arc, dessin de propagande, 1 J 819

14.4 *Les fausses nouvelles*, extrait du Journal de la guerre de 1914-1918 de Paul Négrin, octobre 1914, 8 J 391

14.5 « Légères actions d'artillerie en Champagne, en Woëvre et dans les Vosges », *Le Petit Niçois*, 19 janvier 1916

14.6 « À la Chambre, on fait le procès de la censure », *Le Petit Niçois*, 22 janvier 1916

14.7 Arrêt de la publication de la liste des blessés, *Bulletin des hôpitaux de Nice*, 12 décembre 1915

14.8 *Bulletin des Communes* annonçant à la population les dépêches officielles du gouvernement. 6 Aff 231

14.9 Formalités à remplir pour se procurer des nouvelles des militaires de tous grades présents aux armées, 1914

14.10 Lettre du préfet aux maires des Alpes-Maritimes demandant la diffusion d'un ouvrage, 1916. 2 R 13

## 15. LA SOLIDARITÉ CIVIQUE

Durant toute la période du conflit, les Français ont exprimé leur solidarité avec les combattants et les victimes de la guerre. Une des formes les plus spectaculaires de cette solidarité est constituée par les nombreuses "journées nationales" qui se déroulent dans toute la France. Elles sont le plus souvent à l'initiative des organismes de secours nés de la guerre ou plus anciens (Association nationale des orphelins de guerre, Comité de secours national, Touring Club de France...) qui ont reçu l'agrément du gouvernement et qui de ce fait, bénéficient de l'appui du préfet et des municipalités. Ces journées prennent la forme de quêtes, de tombolas ou de ventes publiques. On compte une quinzaine de journées dans les Alpes-Maritimes entre décembre 1914 et juin 1917 : Journée du petit drapeau belge, Journée des éprouvés de la guerre, Journée des orphelins de la guerre, Journée française, etc. D'une façon générale, la multiplication de ces journées finit par engendrer une certaine lassitude chez les donateurs, eux-mêmes atteints par la crise économique. Toutefois, la solidarité civique s'exerce encore par le biais d'ouvroirs qui, dès le début de la guerre, s'organisent dans des mairies et des établissements publics ou privés (ouvroirs communaux de Moulinet et de Sospel, ouvroir du casino de l'Eldorado, ouvroirs russes, ouvroir du Grand-Paris, ouvroir français de Vintimille, etc.). Des dames bénévoles y confectionnent des vêtements chauds et des colis qui sont envoyés aux soldats sur le front. Les enfants des écoles sont aussi sensibilisés à cette forme de solidarité et le préfet s'efforce de donner de la publicité à ces actions afin de stimuler le patriotisme et la générosité de la population.

Enfin, les « marraines de guerre » font parvenir des lettres mais également des colis, des cadeaux, des photographies aux soldats du front pour soutenir leur moral.



Jardins familiaux du Piol à Nice, 28 septembre 1916. 10 R 209

- 15.1 Journée du Poilu, 31 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1915, affiche de Poulbot, 3 Fi 7447
- 15.2 Journée nationale des orphelins, 1916, affiche de Foerster
- 15.3 Carte éditée pour la journée niçoise de quête du 27 février 1916, 94 J 52
- 15.4 Billet de tombola en faveur des éprouvés de la guerre, 10 novembre 1915. 10 R 223
- 15.5 Lettre à une marraine de guerre, 18 juin 1916, 190 J 4
- 15.6 Statuts de l'œuvre niçoise "Du tabac pour nos soldats", 15 octobre 1916. 10 R 228
- 15.7 Démarches de la Croix-Rouge pour des prisonniers de guerre de Vallauris, 3 novembre 1917. 10 R 209
- 15.8 Jardins familiaux du Piol à Nice, 28 septembre 1916. 10 R 209

## 16. LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE : BLESSÉS ET RÉFUGIÉS

Les Alpes-Maritimes disposent de trois avantages précieux : un climat agréable, une situation éloignée du front, un important potentiel d'hébergement grâce à la présence des grands hôtels. Aussi le département est-il choisi pour recevoir des blessés. De nombreux palaces, et divers autres bâtiments de vastes dimensions, le plus souvent, réquisitionnés, sont convertis en hôpitaux. Les sociétés de la Croix-Rouge, la ville de Nice, l'Assistance aux convalescents militaires reçoivent la charge de plusieurs de ces établissements. Un mois après l'entrée en guerre, le nombre des hôpitaux et les moyens mis à leur disposition apparaissent très insuffisants, car les combats se révèlent beaucoup plus meurtriers que prévu. Dans ces conditions, le service de santé procède à de nouvelles réquisitions. En décembre 1914, les Alpes-Maritimes possèdent 11 861 lits, dont la moitié à Nice. La stabilisation du front permet ensuite de rendre certains hôtels à l'exploitation touristique. Même si le public s'habitue aux horreurs de la guerre, les blessés restent l'objet d'égards particuliers : dons de cigarettes, de vin, de livres, de fleurs, organisation de spectacles. La population semble vouloir compenser son éloignement du front par un dévouement particulier en faveur de ceux que la guerre a meurtris.

De nombreux civils, originaires des régions envahies par l'ennemi ou situées dans la zone des combats, affluent dans les Alpes-Maritimes, dès le 11 septembre 1914, date de l'arrivée du premier convoi. Le nombre des réfugiés est de 3 900 le 15 septembre 1914 ; il oscille de 4 000 à 5 000 entre 1915 et 1917 ; il culmine en 1918, avec la reprise de la guerre de mouvement : 7 378 le 30 avril, 11 351 en septembre 1918. La moitié de ces personnes vivent à Nice. Les réfugiés, Français métropolitains pour les 4/5, sont généralement d'un niveau social modeste, cultivateurs, mineurs, ouvriers d'usine. Leur vie matérielle est difficile. Après un voyage long et épuisant, ils sont soumis à un contrôle sanitaire puis conduits vers un logement. Celui-ci peut être un local individuel, chambre, appartement, d'un niveau généralement très modeste, ou un hôtel, prêté par son propriétaire ou réquisitionné par l'administration. Les nouveaux venus reçoivent une modeste allocation de l'État, une nourriture frugale, ainsi que des dons. Quelques-uns sont satisfaits des conditions de leur séjour, mais beaucoup dénoncent ce qu'ils ressentent comme des signes d'hostilité et d'égoïsme de la part des méridionaux, la mauvaise qualité de la nourriture, le manque de chauffage. Les habitants des Alpes-Maritimes de leur côté critiquent l'ingratitude, le vandalisme, l'immoralité, la malhonnêteté de leurs hôtes.



Hôpital 213 de la Croix-Rouge à Grasse, 1916. Photo Luce, 60 Fi 131/2

- 16.1 Régions d'origine des réfugiés accueillis dans les Alpes-Maritimes, infographie H. Cavalié
- 16.2 Récit de Marthe Masson, 11 ans, réfugiée du département de la Meuse, élève de l'école Vernier à Nice, 10 R 198
- 16.3 1500 réfugiés d'Amiens arrivent à Nice, *le Petit Niçois*, 2 avril 1918
- 16.4 Militaires blessés et infirmières à Cannes, s.d. 23 J 153
- 16.5 Hôpital 213 de la Croix-Rouge à Grasse, 1916. Photo Luce, 60 Fi 131/2
- 16.6 Blessé soigné à l'hôpital militaire belge installé au Grand hôtel du Cap-Ferrat, 1916. 1 J 567
- 16.7 *Bulletin des hôpitaux de Nice*, 28 mars 1915

# IV LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

## 17. LE DÉSASTRE HUMAIN

Le bilan démographique est lourd pour tous les belligérants. L'Europe perd 9 000 000 d'hommes sur les champs de bataille. L'Allemagne a eu environ 2 000 000 de tués, l'Autriche-Hongrie plus de 1 500 000 et la France près de 1 400 000 sur les 8 660 000 mobilisés dont 7 893 000 métropolitains. Il faut ajouter les 129 240 morts des suites de blessures après la fin du conflit. Enfin, toujours pour la France, parmi les blessés au nombre de 2 800 000, on compte 1 117 000 invalides dont 300 000 mutilés avec notamment « les gueules cassées ». Cela va constituer une lourde charge pour la Nation. Le déficit sévère des naissances aboutit à une situation démographique désastreuse pour la France qui se prolongera durant tout l'Entre-Deux-guerres. Le département des Alpes-Maritimes compte 9 120 tués (dont 5 297 citadins et 3 823 ruraux). La population, affaiblie par le rationnement, est d'autre part gravement touchée par la grippe espagnole. Les excédents de décès le montrent, dans l'arrondissement de Nice (5 606 décès en 1918 contre 3 444 en temps normal pour les villes), et dans l'arrondissement de Grasse (2 092 décès dans les villes contre 1 514). La crise de grande ampleur de la Première guerre mondiale entraîne un solde du mouvement naturel désormais presque constamment négatif dans les Alpes-Maritimes. L'excédent des décès sur les naissances l'emporte pour longtemps : de 1921 à 1931, 400 en moyenne par an, alors qu'avant 1914 le bilan est positif. Entre le recensement de 1911, dernier avant la guerre, et celui de 1921, l'arrondissement de Puget-Théniers perd 3 000 habitants, celui de Grasse 6 000 habitants mais celui de Nice en gagne plus de 10 000. La croissance démographique du département va donc reposer sur un apport migratoire important. D'autre part, la proportion d'hommes par rapport à celle des femmes diminue régulièrement (50,6 % en 1911, 46,9 % en 1931). Cette féminisation affecte tous les âges. La population vieillit : les moins de 20 ans passent en pourcentage entre 1911 et 1931 de 15,6 à 13,8 pour les garçons et de 15,7 à 14,1 pour les filles.



Manifestation nationale pour les pupilles de la Nation, 2 novembre 1919. 6 Fi 1738

17.1 Bilan des pertes humaines par pays

17.2 Pyramide des âges de la population française en 1936, infographie J.-F. Boué

17.3 Manifestation nationale pour les pupilles de la Nation, 2 novembre 1919. 6 Fi 1738

17.4 Publicité pour des prothèses parue dans le *Bulletin des hôpitaux de Nice*, 7 mars 1915, Pr 120

17.5 Liste des mutilés de guerre recrutés par la Compagnie des Tramways de Nice et du Littoral, 1916. 3 R 14

17.6 Diplôme de la « Reconnaissance » au nom de Népomucène Autran, 5 Fi 245

17.7 Liste des orphelins du canton de Cagnes-sur-Mer, s.d.

17.8 Pouponnière d'orphelins de la guerre à Nice, s. d. 2 Fi 1205

17.9 Les orphelins réfugiés sur la Côte d'Azur, *L'Illustration*, 22 janvier 1916

## 18. L'ÉCONOMIE DÉSORGANISÉE ET LA PÉNURIE



Cartes d'alimentation d'habitants de Cagnes et de Roubion, 1918-1919. *E 99/22 6 F 1* et *E Cagnes 6 F 5*

Avant 1914, le département des Alpes-Maritimes ne se distingue pas par l'importance de son industrie (ateliers mécaniques, fabriques de produits alimentaires, confection, poterie et parfumerie) ni par son commerce, le trafic du port de Nice est l'un des plus faibles de France, et les quatre années de guerre n'arrangent rien. Les problèmes d'approvisionnement en charbon, en produits pétroliers, en gaz, en énergie électrique et autres matières premières, les entraves à l'importation et à l'exportation des marchandises, le manque de main d'œuvre ne font qu'accroître les difficultés des industriels et des commerçants des Alpes-Maritimes. Ainsi le tonnage des importations du port de Nice passe de 366.700 tonnes en 1913 à 91.000 tonnes en 1918. En août 1914, dans les premiers jours de la guerre, les habitants des Alpes-Maritimes, cédant à un réflexe de panique, amassent des provisions, ce qui entraîne des pénuries et des hausses de prix. Cependant la situation se rétablit assez vite grâce à l'intervention des pouvoirs publics. À partir du printemps de 1915, la question des approvisionnements s'aggrave progressivement jusqu'à la fin du conflit. De la sorte, les denrées se raréfient sur le marché, les prix reprennent leur ascension, les fraudes, le marché noir apparaissent et la qualité des produits mis en vente se dégrade. L'État doit instaurer encore plus de contrôles et de restrictions : déclaration des récoltes, surveillance de la circulation des grains et des farines, rationnement, fixation des prix, achats de marchandises revendues sans bénéfice aux détaillants, création d'organismes spécialisés comme le Bureau permanent des céréales. Par exemple, dès janvier 1917, il faut un ticket pour obtenir du sucre, la consommation de viande, farine et pain est encadrée par décision préfectorale entre février et août 1917 mais la situation demeure tout de même mauvaise, ce qui provoque dans le public une exaspération croissante et des plaintes incessantes. La crise s'intensifie encore au début de l'année 1918 mais le ravitaillement, à la fin du conflit, connaît une certaine amélioration. En effet, grâce à l'instauration d'une carte alimentaire, les rations distribuées sont légèrement plus importantes mais les prix restent élevés. Outre les pénuries, les Alpes-Maritimes doivent faire face à une désorganisation de l'économie. Les difficultés de transport des matériaux entraînent une forte crise dans l'industrie du bâtiment, le tourisme, autre secteur dynamique du département voit son activité quasiment arrêtée par la guerre. Les grands hôtels et les palaces restent fermés faute de clients ou sont réquisitionnés pour accueillir les blessés. Certains sont même placés en redressement judiciaire. La circulation des navires en Méditerranée étant devenue difficile en raison de la guerre sous-marine pratiquée par les Austro-allemands, le port de Nice connaît une crise très grave. Le charbon et la houille destinés aux usines à gaz et à l'industrie ne parviennent plus qu'en quantité réduite et par chemin de fer. Le service du Ravitaillement civil dut renoncer à approvisionner le département en céréales par le port de Nice. La reprise économique et la normalisation des approvisionnements tardent à se dessiner, même si le département des Alpes-Maritimes bénéficie de conditions plus favorables que les régions dévastées du nord de la France. Aussi, les industries comme la parfumerie ou les cimenteries commencent à reprendre vie, des chantiers de travaux publics au port de Nice ou sur la ligne Nice-Coni sont lancés, le secteur du tourisme connaît un frémissement.

- 18.1 Demande par l'hôtel Royal Westminster de Menton de pouvoir chauffer l'eau, 11 janvier 1918. *10 R 7*
- 18.2 Réponse d'une entreprise de pâtisserie niçoise à un questionnaire économique, 1917. *10 R 2*
- 18.3 Lettre du maire de Nice au préfet des Alpes-Maritimes relative à l'immobilisation d'usines de fabrication de pianos, 20 mars 1916, *10 R 2*
- 18.4 Billets édités par la Chambre de commerce de Nice, 1917. *33 J 430*
- 18.5 Cartes d'alimentation d'habitants de Cagnes et de Roubion, 1918-1919, *E 99/22 6 F 1* et *E Cagnes 6 F 5*
- 18.6 Carnet de rationnement d'essence et planche de tickets, 1918. *E 42/31 6 F 3*
- 18.7 Arrêté préfectoral limitant les menus des restaurants, 7 février 1917, *10 R 9*

## 19. LA TRANSFORMATION DE L'EUROPE

Un certain nombre de traités sont conclus au lendemain de la guerre donnant naissance à une nouvelle Europe, sans que la Russie ou les pays vaincus n'aient eu leur avis à donner. Ces conférences de paix sont fortement influencées par le Président des États-Unis Wilson et ses 14 points élaborés dès janvier 1918. Le traité principal est celui de Versailles entre la France et l'Allemagne qui prévoit la restitution par l'Allemagne de l'Alsace et de la Moselle, du versement par l'Allemagne de réparations financières à la France pour les destructions matérielles et le préjudice moral, soit

une somme de 66 milliards de marks or sur les 132 milliards du montant total des réparations versées aux pays vainqueurs. La Rhénanie, la plus forte région industrielle de l'Allemagne, après avoir été démilitarisée, est occupée par l'armée française à partir de 1923, l'Allemagne versant irrégulièrement les réparations. D'autres traités signés jusqu'en août 1920 façonnent le nouveau visage de l'Europe centrale. Les traités sont signés mais ils ne soulèvent guère l'enthousiasme général. En Allemagne le montant des réparations est jugé exorbitant, on parle de "diktat" à propos du Traité de Versailles. En Europe centrale le découpage des nouvelles frontières est contesté et entraîne de nouvelles tensions. Le problème des nationalités qui a amené le déclenchement de la guerre est toujours aussi présent même si la redéfinition des frontières cache pour l'instant une situation explosive. Le traité de Sèvres de 1920, conclu entre l'Empire ottoman et les Alliés, envisage la création d'un foyer national arménien, mais il n'est pas ratifié. C'est le Traité de Lausanne, en 1923, qui met fin à cette aspiration et concrétise la Paix entre les Alliés et la Turquie. De nombreux Arméniens vont donc émigrer en France pour fuir la Turquie. Dans les Alpes-Maritimes, la période massive de leur arrivée correspond bien à celle observée pour l'ensemble de la France, mais avec une année de retard ; sur 538 personnes enregistrées pendant l'Entre-Deux-guerres, 223 sont arrivées entre 1923 et 1924. D'autre part, le département connaît également une immigration considérable de ressortissants russes dans l'immédiat Après-Guerre. Dans notre département, la présence de nombreux russes dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle explique l'arrivée importante des Russes dans la région. Cela coïncide avec les événements de la révolution de 1917. Si l'on additionne les seules arrivées entre 1919 et 1922, on constate la présence à Nice de 447 Russes, très probablement consécutive à cet événement. Pour les années suivantes, l'instabilité politique en Allemagne, où de nombreux Russes avaient trouvé refuge ainsi que l'inflation galopante qui n'incite pas à l'installation définitive dans ce pays explique en grande partie les arrivées en France. Enfin, il faut aussi considérer qu'à cette époque la France est fortement sollicitée de main-d'œuvre, et que tous les Russes réfugiés ne sont pas des aristocrates aisés. Le fait de trouver facilement du travail attire ces exilés dans notre pays, particulièrement dans notre région.



**Une partie de la communauté russe de la Côte d'Azur réunie dans un jardin d'hiver à Menton, s.d. 02FI 00271**

19.1 Signature du traité de Versailles, 1919. 61 Fi

19.2 Le gouvernement allemand accepte les clauses du traité de Versailles, *L'Éclairer de Nice*, 20 juin 1919

19.3 Extraits du traité de Versailles, 28 juin 1919

19.4 L'Europe issue de la Première Guerre mondiale, infographie J.-F. Boué

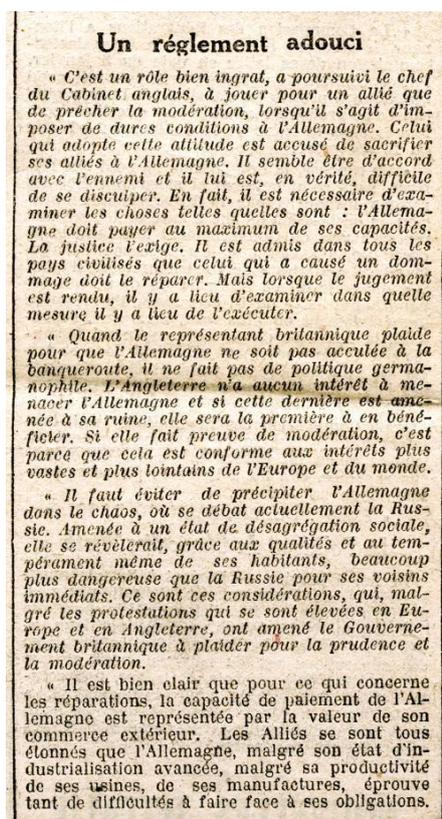
19.5 Lettre du ministre des Finances au Préfet des Alpes-Maritimes, 17 juillet 1922, 2 O 748

19.6 Fiche de réfugié arménien, 475 W 206

19.7 Statuts du comité de défense des intérêts des Arméniens de Nice, 26 avril 1926, 4 M 338

19.8 Une partie de la communauté russe de la Côte d'Azur réunie dans un jardin d'hiver à Menton, s.d. 2 Fi 271

## 20. LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACIFISME



Extrait du discours de Lloyd George à la conférence de Cannes, *Le Petit Niçois*, 7 janvier 1922

La Conférence de la Paix, réunie à Paris à partir de janvier 1919, rédige dans un premier temps un Pacte qui donne naissance à la Société des Nations (SDN), fondé sur le 14<sup>e</sup> point du président Wilson, le 28 avril 1919. La SDN, établie à Genève, en Suisse (pays traditionnellement neutre) doit garantir la Paix en Europe et dans le monde; elle se révèle cependant trop faible pour avoir un réel pouvoir sur les États. Elle est privée du précieux soutien de deux grandes puissances: les États-Unis et l'Allemagne vaincue. Au début de 1922, Cannes est à la une de la presse locale, nationale et internationale car du 6 au 13 janvier s'y déroule une réunion au sommet de puissances vainqueurs de la guerre pour dessiner les relations internationales en Europe après les traités de paix. Comment reconstruire le continent, quelles relations nouer avec la Russie soviétique, faut-il une alliance franco-anglaise et peut-on assouplir le paiement des réparations par l'Allemagne ? Après des débuts prometteurs, la conférence se termine brutalement après la démission du président du Conseil Aristide Briand. Diplomatiquement, le seul résultat tangible de Cannes est la convocation d'une conférence à Gênes en mars 1922 (celle-ci aboutira à un nouveau système monétaire international et à l'accord de Rapallo entre Russie et Allemagne). Pour le reste, l'échec est d'une portée considérable : l'occasion a été perdue d'une réorganisation des relations intereuropéennes sous égide franco-britannique. Politiquement, c'est le retour en force du nationalisme dans la politique étrangère de la France (Poincaré, qui succède à

Briand, occupe la Ruhr l'année suivante, créant ainsi les conditions de la réaction allemande. Le pacifisme a joué un rôle primordial en Europe notamment en France. Il a été au cœur des débats politiques de la période d'Après-Guerre. Le pacifisme des anciens combattants

se caractérise en premier lieu par la haine de la guerre et le rejet du militarisme. Les trois associations les plus importantes sont : l'Union fédérale des anciens combattants et mutilés de guerre (UFAC) fondée entre autres par le niçois René Cassin en février 1918, proche du parti radical ; l'Union nationale des anciens combattants (UNC) fondée le 11 novembre 1918 est proche des milieux conservateurs ; l'association républicaine des anciens combattants (ARAC), est proche de l'extrême-gauche. Au sein de ces associations, le pacifisme l'emporte sur le nationalisme. Au niveau international, il existe également d'autres organisations comme la ligue des droits de l'homme. Le catholique Marc Sangnier, député de Paris de 1919 à 1924, se consacre entre les deux guerres à l'action pacifiste et organise de grands congrès démocratiques internationaux. En 1929, à l'instar de Richard Schirrmann en Allemagne, il introduit en France les Auberges de Jeunesse pour rapprocher les jeunes de tous les pays et empêcher la guerre. Cette peur de connaître à nouveau la guerre influence la société française et conduit en partie à l'aveuglement face aux menaces d'Hitler.

20.1 Aristide Briand sur la Croisette lors de la conférence de Cannes, dessin de Robert de Coninck, 1922. 5 Fi 712

20.2 Extrait du discours de Lloyd George à la conférence de Cannes, *Le Petit Niçois*, 7 janvier 1922

20.3 *La Génération du Feu*, avril-mai 1931

20.4 *La Tribune de Nice*, avril 1928

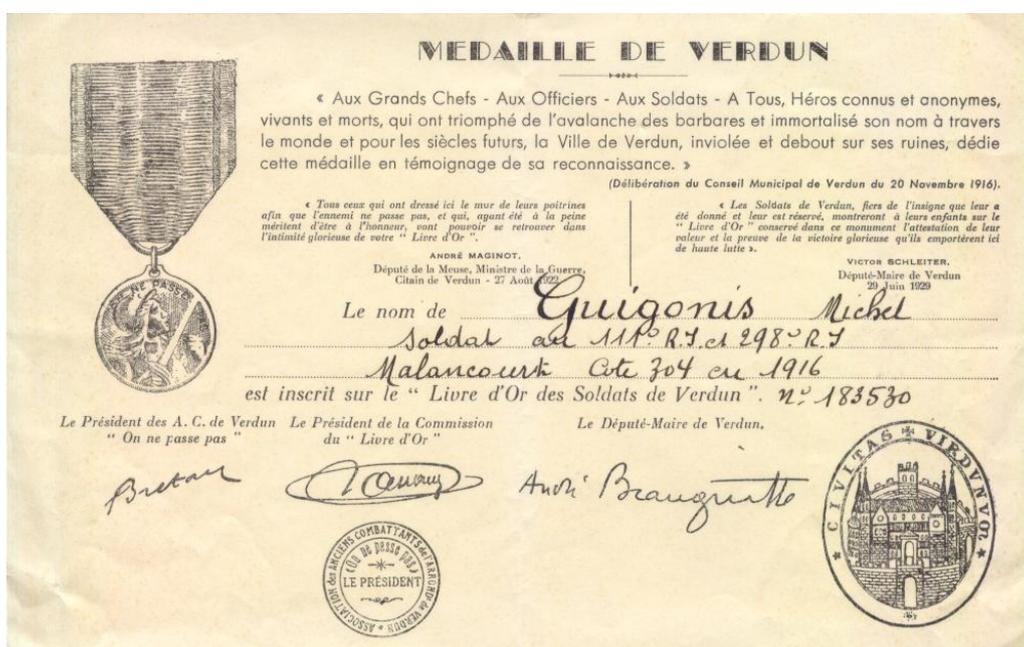
20.5 Affiche de la conférence de René Cassin sur la Société des Nations à Cannes, janvier 1928. 4 M 114

20.6 Affiche pacifiste, 1928. 1 M 504

20.7 Article d'Antoine Bria, *La Tribune des Alpes-Maritimes*, octobre 1929

## 21. QUELQUES FIGURES DE COMBATTANTS DES ALPES - MARITIMES

Les personnes ici présentées ne forment pas un "tableau d'honneur" de l'héroïsme, mais témoignent de la diversité des expériences traversées par les combattants. En effet, sous les drapeaux, se retrouvent côte à côte des hommes issus de tous les milieux, le cultivateur et l'avocat, l'employé municipal et l'architecte, l'instituteur et le prêtre, l'étudiant en médecine et l'aviateur professionnel, le socialiste et le conservateur. Tous affrontent des dangers considérables, comme le prouvent les blessures reçues par beaucoup d'entre eux; tous ont montré leur courage et parfois leur héroïsme; certains se sont engagés très jeunes, avant la date d'incorporation normale, et d'autres ont demandé à reprendre du service bien que leur âge les en dispensât. Par la communauté des épreuves, la fraternité née dans les tranchées, la conviction de s'être battus pour une cause juste et la "der des ders", les combattants se sentent solidaires, différents des gens de l'arrière et généralement fiers de leurs états de service. Cet état d'esprit des anciens combattants, entretenu par les cérémonies patriotiques et utilisé par certains mouvements politiques, constitue une donnée importante dans la vie publique de l'Après-Guerre.



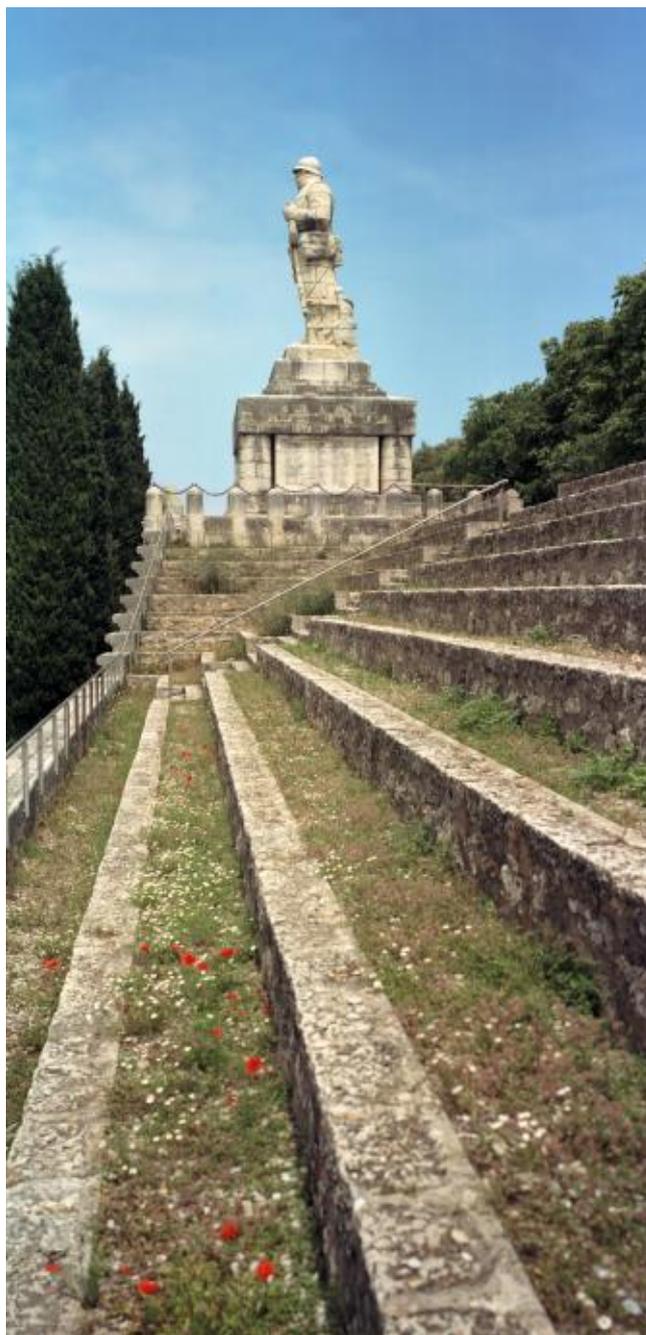
Médaille de Verdun décernée à Michel Guignonis, s. d. Fonds Chaix-Ruy

- 21.1 Délibération du conseil municipal d'Antibes changeant le nom de la rue du collège en rue de l'instituteur Jules Raybaud « mort au champ d'honneur » le 2 septembre 1914, 3 O 56
- 21.2 États signalétiques des services de René Cassin
- 21.3 Virgile Barel en tenue de chasseur alpin, s.d. 3 Fi 11106
- 21.4 Carte d'ancien combattant d'Édouard Corniglion-Molinier, 1928. 301 W 34
- 21.5 Guillaume Apollinaire (1880-1918)
- 21.6 Carte d'invalidité de François Maïcon délivrée par l'office national des anciens combattants, s. d. 301 W 34
- 21.7 Médaille de Verdun décernée à Michel Guignonis, s. d. Fonds Chaix-Ruy
- 21.8 Portraits de Niçois tués dans les combats publiés dans le *Bulletin des hôpitaux de Nice*, 12 décembre 1915
- 21.9 Mort héroïque du niçois Eugène Mô et exploit du grassois Georges Flachaire, *Le Petit Niçois*, 14 juillet et 25 octobre 1916

## 22. LE DEVOIR DE MÉMOIRE

Toutes les communes dont des habitants sont tombés au combat vont rapidement manifester le désir de rappeler par un monument le sacrifice patriotique des soldats. Aussi durant les années d'après-guerre se multiplient les hommages rendus aux morts de la guerre : plaques commémoratives, stèles et monuments aux morts. La municipalité de Beausoleil fut la première dans les Alpes-Maritimes à construire en 1915 un monument pour « commémorer ceux qui sont morts glorieusement pour la défense de la patrie. » Beaucoup de villages des Alpes-Maritimes vont se contenter de plaques modestes, souvent ornées de symboles saluant le sacrifice victorieux tels que palmes, rameaux de laurier, flammes, drapeau, casque ou croix de guerre ou encore de monuments simples comme un obélisque pyramidal ou une colonne, parfois tronquée comme à Berre-les-Alpes. Le monument aux morts de Nice conçu par l'architecte Séassal est inauguré par le maréchal Foch en 1928.

D'autre part, de nombreuses rues sont rebaptisées, attestant ainsi la place considérable prise dans la mémoire collective par cet événement majeur de l'histoire de France. Ainsi, à Nice, l'avenue de la Gare devient l'avenue de la Victoire, la place de la Liberté la place Wilson et, parmi d'autres, Clemenceau, Foch et Joffre donnent leur nom à des avenues.



Monument aux morts d'Antibes, photo  
M. Graniou

22.1 Visite de Paul Deschanel à Nice, *L'Éclairneur de Nice*, 6 avril 1920

22.2 Projet de monument aux morts de Lantosque, 1923. *E 78 5M 3*

22.3 *Ceux de Verdun*, bulletin des Alpes-Maritimes, 1967, *BBM 3/6433*

22.4 Plaques commémoratives des monuments aux morts de Clans et de Bouyon

22.5 Monument aux morts d'Antibes

22.6 Cérémonie du 11 novembre 2011 au monument aux morts de Nice

## GLOSSAIRE

Alliance :	Union entre des puissances qui s'engagent par un traité à se porter mutuellement secours. La triple alliance (ou Triplice) est l'alliance conclue en 1882 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie
Armistice :	Arrêt des combats pour une période plus ou moins longue
Arrière :	Ensemble du territoire éloigné de la zone des combats
Artillerie :	Ensemble des bouches à feu, de leurs munitions et de leur matériel de transport
Belligérant	Un État en guerre
Boyau :	Fossé reliant les lignes de tranchées
Caricature :	Dessin, peinture satirique ou grotesque, qui accentuent certains aspects ou caractéristiques
Entente (Triple):	Nom donné à la France et à ses alliés pendant la Grande guerre à cause de la Triple entente formée à partir de 1907 avec la Russie et le Royaume-Uni
État-major :	Groupe d'officiers chargés d'assister un chef militaire dans son commandement
Fantassin :	Soldat qui combat à pied
Front :	Zone des combats entre deux armées
Gaz de combat :	Substances chimiques gazeuses ou liquides employées comme arme
Grenade :	Projectile formé d'une charge explosive enveloppée de métal, muni d'un détonateur pour en régler l'explosion
Guerre de mouvement :	Guerre qui repose sur des offensives rapides pour vaincre l'adversaire. Elle s'oppose à la guerre de position ou guerre de tranchées
Guerre de position :	Guerre dans laquelle les troupes se défendent dans des tranchées ou des fortifications bien défendues pour empêcher l'adversaire de progresser. C'est le synonyme de guerre des tranchées
Inflation :	Augmentation de la masse monétaire en circulation dans un pays ; elle entraîne une hausse des prix
Marché noir :	Marché clandestin résultant de l'insuffisance de l'offre, en période de rationnement
Mobilisation (générale) :	Appel sous les drapeaux de tous les hommes en âge de faire la guerre et aptes à la faire
Mortier :	Canon à tir courbe utilisé pour détruire les lignes ennemies
Mutinerie :	Révolte de soldats qui refusent d'obéir aux officiers et de combattre
Pénuries :	Manque de ce qui est nécessaire à l'alimentation, à l'activité
Pilonnage :	Tirs d'artillerie longs et continus, concentrés sur un point du front
Poilu :	Nom donné aux combattants français dans l'argot des tranchées (soldat peu ou pas rasé)
Propagande :	Pression exercée sur l'opinion publique pour la convaincre de soutenir une politique, un gouvernement, un parti ou une idée
Stratégie :	Technique de la conduite générale de la guerre
Tactique :	Art de mener une bataille sur le terrain
Tank :	Char d'assaut, véhicule automobile blindé et équipé de canon(s) et/ou de mitrailleuse(s)
Tranchée :	Fossé creusé en zigzag le long du front et d'où les soldats observaient l'ennemi et préparaient l'assaut
Ultimatum :	Pression diplomatique exercée par un État sur un autre avec des exigences dans un délai limité sous peine de déclaration de guerre
Union sacrée :	Union de toutes les forces politiques françaises dans le but de combattre l'Allemagne
Zeppelin :	Grand dirigeable rigide à carcasse métallique que les Allemands construisirent de 1900 à 1937

## LES ACTEURS DE L'HISTOIRE

**Clemenceau** (1841-1929) – Républicain radical, homme politique majeur de la Troisième République, il devient Président du Conseil en novembre 1917 et gouverne le pays avec une grande énergie, il est ainsi appelé « Le Tigre ».

**Foch** (1851-1929) – Le général Foch, partisan de l'offensive à outrance, devient chef d'État-major général de l'armée française puis au printemps 1918, commandant unique de toutes les troupes alliées (généralissime). Il devient maréchal le 6 août 1918, dirige l'offensive générale qui oblige l'Allemagne à signer l'armistice le 11 novembre 1918 à Rethondes.

**Gallieni** (1849-1916) – Militaire et administrateur colonial français. Il est nommé le 26 août 1914 gouverneur militaire de Paris pour assurer la défense de la capitale et contribue à la victoire de la Marne.

**Guillaume II** (1859-1941) – Roi de Prusse et Empereur allemand en 1888. D'un caractère instable, il est autoritaire et son intransigeance contribue en partie au déclenchement de la guerre.

**Hindenburg** (1847-1934) – Aristocrate prussien, il est rappelé au service en 1914 à 67 ans. Fait maréchal, il est nommé chef d'État-major général (1916).

**Joffre** (1852-1931) – Artisan de la victoire de la Marne en septembre 1914 et de la stabilisation des fronts nord au début de la guerre ; il devient maréchal en 1916 mais il est remplacé par le général Nivelle à la tête des armées françaises.

**Nivelle** (1856-1924) – Il remplace Joffre à la tête des armées françaises en décembre 1916. Il reprend l'offensive au prix des pertes énormes en 1917 au chemin des Dames ; on le surnomme « le boucher ». Il tombe en disgrâce en décembre 1917.

**Pétain** (1856-1951) – Le général Philippe Pétain organise avec succès la défense de Verdun en 1916. Généralissime en 1917, il rétablit la discipline et le moral après l'échec du chemin des Dames et les mutineries. Il est promu maréchal en 1918.

**Wilson** (1856-1924) – Président des États-Unis de 1912 à 1920. L'Allemagne ayant déclenché la guerre sous-marine à outrance, il engage son pays dans le conflit (avril 1917). Les « Quatorze points » (janvier 1918) serviront de base à la conférence de la paix en 1919.

Cartes et infographies :

Jean-François Boué, Hélène Cavalié

Crédits photographiques :

Hélène Cavalié, Michel Graniou, Jean-François Boué

Textes :

Marc Deligios, professeur d'Histoire/géographie au collège Canteperdrix de Grasse

Relecture :

Hélène Cavalié, directrice-adjointe des Archives départementales des Alpes-Maritimes,

Yves Kinossian, directeur des Archives départementales des Alpes-Maritimes

Guillaume Arrivé, responsable de la section éducative des Archives départementales des Alpes-Maritimes

Tous les documents présentés sont extraits des fonds des Archives départementales des Alpes-Maritimes, à l'exception du document n°10.5 (Cartes postales de propagande allemande)